



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac**

- **VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- **VU** le PLU de la Commune de Juvignac approuvé le 11 juillet 2012, modifié le 17 juin 2013, mis à jour le 19 juin 2014, mis à jour le 14 août 2015, modifié le 14 décembre 2016 et mis à jour le 24 mars 2017 ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- **VU** l'arrêté n°A2017-27 du 27 février 2017 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, afin notamment de permettre la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux et d'un équipement d'intérêt collectif sur le secteur « Carrière de l'Hort » ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
  - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
  - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
  - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
  - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :
  - de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
  - de diminuer ces possibilités de construire,
  - de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser,
  - d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'Urbanisme ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1:** La procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac est engagée.

**ARTICLE 2 :** Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°2 du PLU seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

**ARTICLE 3 :** Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Juvignac préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Juvignac. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-89
<b>Transmis en Préfecture le</b>	10/05/17
<b>Affiché le</b>	10/05/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170510-lmc1142006-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 10/05/2017  
Mme S. JANNIN

**SIGNÉ**

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
Développement et l'Aménagement  
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.